

**Intervention de Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, lors du  
Conseil européen des 23 et 24 juin 2022 à Bruxelles**

Les derniers mois n'ont pas été faciles. Nous sommes confrontés à une Russie agressive qui a fait voler en éclats les règles du jeu. Tous les États – et tous leurs dirigeants – sont soumis à une pression sans précédent, caractérisée par:

- une inflation atteignant des niveaux complètement inédits;
- une crise énergétique qui se traduit par une diminution de l'offre et une augmentation des coûts;
- des pénuries alimentaires qui recèlent un risque réel de famine mondiale;
- des conséquences sociales pour les plus vulnérables d'entre nous – alors que nous sortons tout juste de deux ans de pandémie – qui s'aggravent de jour en jour;
- une fluctuation des marchés qui alimente l'incertitude;
- et la désinformation russe, qui attise le populisme, le nationalisme et l'isolationnisme.

La période que nous traversons nous impose de rester unis. Nous n'avons pas choisi ces circonstances, mais nous n'avons d'autre choix que de nous montrer à leur hauteur.

J'ai conscience qu'il n'y a pas de réponses toutes faites ni de décisions faciles à prendre, mais je suis convaincue qu'il y en a de mauvaises que nous devons éviter.

Nous aurions ainsi commis une erreur historique en n'accordant pas le statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie aujourd'hui ou en n'ouvrant pas une perspective claire à la Géorgie.

### *Le statut de pays candidat*

C'est une décision justifiée, nécessaire, possible. Je me réjouis de constater l'existence d'un consensus autour de cette table. Ce jour est historique!

L'adhésion à l'Union n'arrivera pas du jour au lendemain, nous avons toujours été honnêtes à cet égard, mais le statut de pays candidat donnera une impulsion à des réformes sans précédent. Il sera synonyme d'accès à des programmes et, surtout, il permettra de traduire l'espoir de ceux qui souffrent en Ukraine, de ceux qui s'inquiètent en Moldavie, en progrès tangibles. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas simplement d'un acte symbolique. Il s'agit d'un acte qui renforcera l'Union, tout comme il renforcera l'Ukraine et la Moldavie. Il montrera à nos propres citoyens comme aux citoyens de ces deux pays que nos valeurs ont plus d'importance que les grands discours, que l'espoir peut déboucher sur des résultats concrets. Et les autres pays qui attendent – ceux des Balkans occidentaux – doivent eux aussi pouvoir constater que leurs espoirs donnent des résultats. L'heure est venue d'agir.

### *La lassitude de la guerre*

Ce serait également une erreur de croire que l'opinion publique soutiendra durablement notre action en faveur de l'Ukraine, ou encore de sous-estimer l'étendue de l'influence russe. Nous devons reconnaître qu'une lassitude, alimentée par l'inflation, est en train de s'installer. Nous devons reconnaître que dans nombre de cas, la résilience de nos concitoyens face aux conséquences

sociales et économiques du conflit s'effrite, et que nous devons redoubler d'efforts. Nous devons contrecarrer le discours du Kremlin, au lieu d'alimenter les craintes qu'il attise.

Ce n'est pas le pacte vert qui fait grimper les prix ou provoque l'inflation, qui, dans certains cas, approche les 20 %. Ce ne sont pas nos sanctions qui affectent le pouvoir d'achat. C'est le Kremlin qui cherche à accroître son influence, lui qui trouve bien commode de disposer d'États vassaux, lui qui considère que la démocratie est un concept fragile qui affaiblit les États. Nous savons que c'est tout l'inverse.

### *Climat et énergie*

Ce serait une erreur de revoir à la baisse nos objectifs climatiques à moyen et à long terme. Nous devons absolument nous libérer de notre dépendance à l'énergie russe, mettre fin aux îlots énergétiques européens et assurer notre indépendance énergétique. À défaut, quelle serait notre autonomie stratégique? De même, nous ne pouvons pas revenir sur une promesse que nous avons faite à toute une génération. C'est une question de sécurité autant que d'environnement. J'appelle donc à veiller à ce que les mesures immédiates et à court terme ne deviennent pas, à moyen terme, la nouvelle norme.

### *Inflation, incidences sociales et économiques*

Ce serait une erreur de ne pas entendre les craintes suscitées par l'augmentation des coûts et l'inflation au motif que celle-ci serait passagère, ou de croire que la situation ne peut pas se détériorer encore. Dans de nombreux États, le pic n'a pas encore été atteint. Nous avons besoin d'une approche constante, claire et unie qui témoigne de notre solidarité. Il n'y a pas de solution

purement nationale aux répercussions sociales et économiques auxquelles nous sommes confrontés. Nous ne devons écarter aucune option.

### Sanctions et aide à l'Ukraine

Parallèlement, nous devons accélérer l'acheminement de l'aide militaire, humanitaire et financière à l'Ukraine. Et nous devons avancer sur les sanctions.

Les sanctions sont un outil utile si elles sont correctement mises en œuvre. À cet égard, nous devons lancer le prochain train de mesures, en comblant les failles lorsqu'elles existent et en étendant les sanctions lorsque c'est nécessaire. Or c'est nécessaire, car la Russie parie sur le fait que nous serons les premiers à reculer. Ses dirigeants misent sur le fait que la pression qu'ils font peser sur nos sociétés finira par briser notre unité. Ils pensent pouvoir revenir ainsi à l'ère des rideaux de fer et des sphères d'influence. Ils jouent sur l'antagonisme du «eux» contre «nous», entendent se prévaloir de la loi du plus fort. L'Europe a déjà fait trop de chemin pour accepter ce scénario, et la pression s'intensifie également sur la Russie.

### Sécurité alimentaire

Nous devons rejeter la propagande russe mensongère et cynique qui tente de mettre sur le compte des actions de l'Ukraine ou des sanctions européennes la crise de sécurité alimentaire qui nous menace. La faute en revient entièrement à l'agresseur.

Permettez-moi de saluer ici les efforts déployés par la Commission et les États membres en ce qui concerne l'initiative relative aux corridors de solidarité. Nous devrions les développer et remédier aux goulets d'étranglement logistiques.

## Migration

La confrontation se déroule à l'Est, mais ne sous-estimons pas l'impact de cette guerre sur notre voisinage méridional également. Tenons-nous prêts à apporter notre aide, et gardons-nous d'être pris au dépourvu lorsque les flux migratoires s'amplifieront à nouveau. Je crains que nous ne devions bientôt faire face à une situation que, bien qu'elle soit totalement prévisible, nous ne serons absolument pas prêts à affronter. Il y a des options sur la table qui pourraient nous aider à affronter la réalité de cette crise globale, qui fait des plus vulnérables les pions de l'échiquier géopolitique.

## L'avenir de l'Europe

Concernant l'avenir de l'Europe, nous devons être ambitieux. Nous pouvons renforcer la capacité de l'Union à agir dans des domaines essentiels tels que la santé, l'énergie, la défense et les valeurs fondamentales. Le Parlement est prêt à agir, comme l'attestent nos deux résolutions. Il convient de ne pas les ignorer. La prochaine étape naturelle est d'organiser une convention. Je sais que certains d'entre vous y sont réticents, mais ce n'est qu'ainsi que nous pourrons alimenter la discussion sur notre projet européen. Nous devons être prêts à examiner nos modes de fonctionnement pour voir ce que nous pouvons améliorer.

Le Parlement européen est prêt à relever ces défis. Et il est prêt à le faire conjointement avec les institutions et les États membres.